



AMBASSADE DE SUISSE
EN CHINE

Pékin, le 3 avril 1959.

1216 RD
M.M.

Réf.: B.01.6.C. - Rv/br.

Lettre politique

Monsieur le Ministre Robert Kohli,
Secrétaire général du Département politique fédéral.

C o n f i d e n t i e l l e

B e r n e .

Les événements au Tibet vus de Pékin.

en									
Datum									18. IV.
Visa									fr
EPD 18. April 1959									
Ref. p. A. 21. 31. Peking.									

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous donner ci-après quelques premières informations sur les événements qui viennent de se dérouler au Tibet.

La version officielle est la suivante.

1. Origines du conflit.

Depuis longtemps, le gouvernement local tibétain et les classes supérieures dites réactionnaires avaient projeté, d'entente avec des éléments se trouvant à l'étranger, de fomenter une rébellion. Ils avaient à cet effet groupé des "bandits" qui sévissaient dans différentes régions du Tibet, détruisant les moyens de communication et pillant les voyageurs. Le gouvernement central avait dès lors ordonné à plusieurs reprises au gouvernement local de punir ces rebelles et de protéger l'ordre social, mais, dit-on ici, le gouvernement local les encouragea au contraire et les aida.

Les rebelles, ajoute-t-on, représentaient les milieux "impérialistes et réactionnaires" et les grands propriétaires de serfs. Depuis la conclusion en 1951, entre la Chine et le Tibet, de l'accord dit des 17 articles sur la libération pacifique du Tibet, ils ont constamment cherché à le rendre sans effet et ont préparé une révolte armée. Ils

4 Rv

s'opposèrent à l'activité du Comité préparatoire formé en 1956 pour la création de la région autonome ainsi qu'à la réforme de l'armée tibétaine et à l'abolition du servage. Dans le but de les convaincre de la nécessité de ces deux importantes réformes, le gouvernement central déclara pourtant à fin 1956 qu'il accordait six ans supplémentaires pour leur réalisation.

Des six membres du gouvernement local, appelé "Kasha", deux seulement étaient favorables à Pékin (un de ceux-ci fut blessé le 10 mars). Des quatre autres, un s'enfuit à Kalimpong (en Inde) en 1957 et les trois autres participèrent à la révolte actuelle après avoir utilisé de leurs fonctions officielles pour s'opposer au gouvernement central, collaborer avec les agents de l'étranger et organiser les forces rebelles.

Le commandement de la rébellion se trouvait à Kalimpong sous la direction d'un Tibétain. Beaucoup d'armes venaient de l'étranger et étaient parachutées par des avions de Chiang Kai-shek. En mai et juin 1958, les rebelles s'infiltrèrent à Shamdo, Dienching, Nagchuka et Loka, détruisirent les voies de communication et se livrèrent au pillage ainsi qu'à des déprédations contre la population et les unités militaires et agents du gouvernement chinois.

Le gouvernement local et les rebelles prirent la patience dont faisait preuve le gouvernement central pour de la faiblesse. Ils se croyaient encouragés par l'Inde, les Etats-Unis et Chiang Kai-shek. Imaginant que l'institution des communes causait du mécontentement en Chine, ils pensèrent, le 10 mars, que le moment était venu de passer à la révolte et de chasser les Hans du Tibet. Persuadés que personne n'oserait s'opposer au Dalai Lama, personnage divin, ils le séquestrèrent à Lhasa.

On déclare que sur une population au Tibet de 1'20000 habitants il n'y a eu que 20'000 rebelles, y compris les Khambas venus d'une autre province.

2. La révolte.

Le 13 mars 1959, le Dalai Lama avait projeté de prendre part à une représentation théâtrale dans l'auditoire du commandement militaire chinois au Tibet. Or, les éléments rebelles firent courir le bruit que les militaires chinois s'empareraient de sa personne à cette occasion. Le représentant du gouvernement central déconseilla dès lors au Dalai Lama de se rendre à cette manifestation, mais les rebelles saisirent néanmoins ce prétexte pour le détenir et organiser la révolte armée. Ils lançèrent les slogans suivants : "Chassez les Hans !" (c'est-à-dire les Chinois), "L'indépendance pour le Tibet!" Ils assassinèrent un membre du Comité préparatoire de la région autonome, blessèrent le commandant adjoint du commandement militaire tibétain. En même temps, ils cernèrent le quartier général militaire et les bureaux de la représentation du gouvernement central. Dans la nuit du 19 mars, ils lançèrent une attaque contre les unités de l'armée chinoise stationnées à Lhasa.

Le commandement de l'armée chinoise au Tibet décida par conséquent le 20 mars de punir les coupables et de mettre fin à la rébellion. Une proclamation à la population fut faite le même jour, promettant l'indulgence à ceux qui se rendraient et une punition sévère à ceux qui résisteraient.

Après deux jours de combat, la révolte fut entièrement brisée le 22 mars. On déclara le 23 que plus de 4000 prisonniers avaient été faits, que 8000 armes avaient été prises ainsi que 81 mitrailleuses, 27 mortiers de 81 mm, 6 canons de montagne et 10 millions de balles.

Le 30 mars, on annonçait que l'ordre social avait été rétabli à Lhasa et que la vie normale avait repris.

Le 28 mars, le Premier ministre Chou En-lai proclama la dissolution du gouvernement local tibétain dont les fonctions sont reprises par le Comité préparatoire pour la création de la région autonome du Tibet.

L'armée reçut du Conseil d'Etat pour instruction de contrôler militairement les différentes régions du Tibet. Elle a pour tâche de supprimer la révolte, d'assurer la protection de la population indigène et des étrangers, d'établir des organes administratifs à divers échelons et d'organiser des forces militaires patriotiques de défense parmi les Tibétains pour remplacer la petite armée de 3000 hommes qui passa aux rebelles. La zone de Shigatse n'aura pas de contrôle militaire car elle est placée sous la direction du Panchen Lama Erdeni.

3. Dalai Lama et Panchen Lama.

Les autorités publient le texte de six lettres qui furent échangées entre le Dalai Lama et le représentant au Tibet du gouvernement central chinois, en même temps commissaire politique du commandement de la zone militaire. Les autorités reconnaissent la loyauté du Dalai Lama qui, à trois reprises, a déclaré être retenu par des "réactionnaires, religieux et laïques, à l'instigation de quelques mauvais éléments".

Aux dernières nouvelles, on annonce que le Dalai Lama, toujours sous la contrainte des éléments rebelles, est entré en Inde le 31 mars.

Etant donné que le Dalai Lama, qui est président du Comité préparatoire de la région autonome, n'est pas à même d'exercer ses fonctions, le Conseil d'Etat a décidé que le Panchen Erdeni en sa qualité de vice-président remplira tant que c'est nécessaire cette tâche. Le Panchen Lama aurait lancé une proclamation au peuple tibétain l'incitant à appuyer le gouvernement central et l'armée chinoise pour rétablir l'ordre. Il aurait aussi câblé au président Mao Tse-tung et à M. Chou En-lai pour approuver les décisions prises par le Conseil d'Etat qui seraient conformes à l'intérêt du peuple tibétain et qui seraient appuyées tant par les milieux religieux que laïques.

4. Commentaires sur les réactions de l'étranger.

Les déclarations du Premier ministre Nehru ont incité les autorités chinoises à rappeler que dans les relations entre la République populaire de Chine et les pays voisins du Sud-est asiatique et notamment l'Inde, les principes de la coexistence pacifique doivent être appliqués de façon continue. On rappelle que ces principes ont été justement avancés pour la première fois dans l'accord relatif au Tibet signé entre la Chine et l'Inde le 29 avril 1954. Le gouvernement chinois est heureux, dit-il, de la déclaration faite le 23 mars 1959 par M. Nehru au sujet de la non-intervention de la part de l'Inde dans les affaires internes de la Chine. Celle-ci, ajoute-t-on, ne s'est jamais mêlée des problèmes internes de l'Inde et elle ne s'est jamais non plus occupée de ceux-ci au cours des sessions du Congrès national du peuple chinois. La Chine considère qu'une discussion semblable de faits intéressant un pays ami est malséante et impolie.

La presse signale également les réactions de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, de l'URSS et des pays socialistes à ces événements. Elle fait aussi état de la proclamation de Chiang Kai-shek à ses compatriotes du Tibet ainsi que de ses révélations au sujet des contacts qu'il dit avoir établi avec eux.

* * *

Les déclarations faites par le gouvernement chinois au sujet du Tibet sont certainement dues aux fuites qui se sont produites par l'Inde et dont la presse étrangère s'est fait l'écho. Ce n'est en effet que le 29 mars que l'on a commencé à être renseigné officiellement de faits dont on parlait depuis quelque temps déjà. Il y a notamment plusieurs mois qu'on disait qu'il y avait des militaires blessés provenant du Tibet dans les hôpitaux de Pékin. Les autorités n'ont pu continuer à cacher

certains éléments de la vraie situation. On a eu ainsi la confirmation des troubles qui agitaient depuis longtemps cette région. On ne parle évidemment pas encore des pertes subies par les troupes chinoises; elles doivent cependant être considérables vu les difficultés du terrain et du climat. Va-t-on au-devant d'une guérilla ou le gouvernement chinois reprendra-t-il la situation en main ? Pour l'instant, on organise dans toutes les villes du pays les manifestations habituelles pour appuyer la politique du gouvernement et par conséquent flétrir la révolte.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chargé d'affaires de Suisse a.i. :

Guillier